

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 27/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



HIRSCH FRANCE

1, ZI de Pélouaille
GUIPRY
35480 GUIPRY MESSAC

Références : ud35/2022-311

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement HIRSCH FRANCE implanté 1, ZI de Pélouaille GUIPRY - 35480 GUIPRY MESSAC. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a principalement porté sur les suites données à l'astreinte administrative prise à l'encontre de l'installation au regard de l'absence de système de détection opérant et fiable dans le temps.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIRSCH FRANCE
- 1, ZI de Pélouaille GUIPRY - 35480 GUIPRY MESSAC
- Code AIOT dans GUN : 0005503421
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation est spécialisée dans la fabrication de panneaux de polystyrène expansé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite donnée à l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative : Détection
- Suite donnée à la dernière inspection : Compartimentage et niveau sonore.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A ce jour, un nouveau responsable d'usine a été recruté et doit prendre son poste en juin 2022. Il prendra contact avec l'Inspection et deviendra l'interlocuteur du site pour l'Inspection.

Par ailleurs, il a été constaté la présence d'une réserve de propane extérieure et de la nouvelle chaudière tel que décrit et prévu dans le porter à connaissance transmis en 2021 par l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Astreinte administrative – Détection	Arrêté préfectoral du 23/07/2021, article 1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite donnée à la dernière inspection - Compartimentage	Arrêté préfectoral du 23/07/2021, article 1	/	Sans objet
Matériels de détection dans les zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 7.2.3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite donnée à la dernière inspection – niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 6.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non-conformité objet de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 23/07/2021 a été levée grâce à la mise en service d'un dispositif de détection incendie indépendant du dispositif de sprinklage. Les fonctions de détection et de compartimentage sont assurées par le dispositif, permettant ainsi de garantir le bon fonctionnement de l'alerte en cas d'incendie et la diminution des risques de propagation du feu.

A l'issue de l'inspection, il est proposé d'abroger l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 23/07/2021. Les délais fixés par cet acte ayant été respectés, aucune pénalité financière ne sera réclamée à l'exploitant.

Les constats relatifs au niveau sonore ne revêtent pas un caractère grave dans la mesure où aucune plainte ou signalement n'a été émis. Toutefois, ce sujet doit être pris en main par l'exploitant. L'Inspection sera vigilante à suivre l'avancée des engagements de l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Astreinte administrative – Détection

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société HIRSCH ISOLATION, exploitant l'installation de fabrication et stockage de polystyrène expansé dans la zone industrielle de Pélouaille à GUIPRY-MESSAC, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cent cinquante euros (175 €).</p> <p>Cette astreinte prend effet au 31/03/2022, délai lui permettant d'assurer la détection d'un incendie par un dispositif de détection conforme à un référentiel reconnu et opérationnel.</p> <p>L'astreinte dure jusqu'à ce que l'exploitant puisse démontrer que les moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>Cette démonstration doit être apportée via :</p> <ul style="list-style-type: none"> soit par un justificatif de la bonne installation des dispositifs de détection incendie indépendants du système de sprinklage (rapport d'intervention, compte-rendu de

réception...) et un justificatif du bon dimensionnement de ce dispositif (étude d'implantation, technologie de détection compatible avec l'activité). Dans ce cas, l'exploitant transmet dès réception à l'inspection des Installations Classées les comptes-rendus des contrôles périodiques réalisés pendant la période des travaux. Par ailleurs, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires en cas d'anomalie avérée sur dispositif d'extinction automatique pour maintenir la fonction détection de l'installation ;

- soit par le compte-rendu du contrôle trentennal du dispositif d'extinction automatique et les justificatifs de la bonne réalisation des travaux nécessaires au regard des constats émis lors du contrôle (facture, compte-rendu d'intervention...).

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

Constats : L'ensemble des trois bâtiments A, B et C (production et stockage matières premières, stockage des produits finis) sont équipés d'un dispositif de détection incendie indépendant du sprinklage depuis le 05/04/2022 (date de mise en service et du justificatif de conformité à la norme APSAD R7).

Certaines des réserves émises le 05/04/2022 ont été levées depuis. Il reste trois réserves relatives à la documentation qui n'affectent pas le bon fonctionnement des dispositifs.

La détection est assurée par aspiration des fumées sur l'ensemble des bâtiments sauf :

- Au niveau des fours de production : Choix d'une détection assurée par caméras thermiques calibrées pour une détection à 30 % de plus que la température des équipements les plus chauds de la zone ;
- Au niveau des silos de stockage des perles de polystyrène situés à proximité des fours : détecteurs de fumée.

La présence des différents dispositifs composant l'installation de détection, en cohérence avec les plans techniques validés par le prestataire responsable de l'installation, a été constatée. Un test de détection a été mené. Il a permis de constater la fermeture automatique des portes coupe-feu, le déclenchement d'une alarme perceptible dans les bâtiments A et C et dans les bureaux de maintenance, le report d'alarme au niveau du SSI et de tester la télésurveillance.

La formation du personnel a été assurée pour 8 personnes (les 4 personnes de la maintenance, 3 chefs d'équipe et le directeur technique). Le renouvellement de la formation est envisagé annuellement. Les nouveaux arrivants dans les fonctions de chef d'équipe, équipe maintenance et responsable de site suivront également une formation. Ces éléments ne sont toutefois pas à ce jour formalisés dans le système de gestion du site.

Demande 2022-01 de l'Inspection : L'exploitant intègre la nécessité de former le personnel concerné et de renouveler la formation SSI annuellement dans les outils de suivi du site. Il informe l'Inspection du moyen retenu dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport.

Le suivi en service de l'installation de détection (contrôle périodique notamment) fait l'objet d'un contrat entre l'exploitant et le prestataire ayant réalisé l'installation.

Au regard des constats précédents, l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative peut-être levée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite donnée à la dernière inspection

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 23/07/2021, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement des portes coupe-feu

Prescription contrôlée :

La société HIRSCH ISOLATION, exploitant l'installation de fabrication et stockage de polystyrène

expansé dans la zone industrielle de Pélouaille à GUIPRY-MESSAC, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cent cinquante euros (175 €).

Cette astreinte prend effet au 31/03/2022, délai lui permettant d'assurer la détection d'un incendie par un dispositif de détection conforme à un référentiel reconnu et opérationnel.

L'astreinte dure jusqu'à ce que l'exploitant puisse démontrer que les moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

Cette démonstration doit être apportée via :

- soit par un justificatif de la bonne installation des dispositifs de détection incendie indépendants du système de sprinklage (rapport d'intervention, compte-rendu de réception...) et un justificatif du bon dimensionnement de ce dispositif (étude d'implantation, technologie de détection compatible avec l'activité). Dans ce cas, l'exploitant transmet dès réception à l'inspection des Installations Classées les comptes-rendus des contrôles périodiques réalisés pendant la période des travaux. Par ailleurs, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires en cas d'anomalie avérée sur dispositif d'extinction automatique pour maintenir la fonction détection de l'installation ;
- soit par le compte-rendu du contrôle trentennal du dispositif d'extinction automatique et les justificatifs de la bonne réalisation des travaux nécessaires au regard des constats émis lors du contrôle (facture, compte-rendu d'intervention...).

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

Constats : Rappel de l'observation 2021-02 : La fermeture des portes coupe-feu doit également être assurée en cas de détection d'un départ de feu par le système de détection incendie indépendant.

L'asservissement de la fermeture des portes coupe-feu a été testé et est assuré en cas de détection incendie par le nouveau système de détection.

Non-conformité 2022-01 : Lors de cet essai, il a été constaté une fermeture incomplète dans un délai raisonnable d'une des portes coupe-feu, ce qui ne permet pas d'assurer le compartimentage du bâtiment A avec le bâtiment C.

Demande de l'Inspection : L'exploitant doit rendre la fermeture de la grande porte coupe-feu entre le bâtiment A et C suffisamment opérante pour assurer un compartimentage complet entre les deux espaces. Il informe l'Inspection de la bonne prise en compte de l'observation dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Matériels de détection dans les zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 7.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des équipements de détection vis à vis du zonage ATEX
Prescription contrôlée : Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie doivent être réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux installations et aux produits. [...] Les matériels présents dans les zones où peuvent se former des atmosphères explosives doivent être conformes aux réglementations en vigueur.
Constats : Des dispositifs d'alarme sonore et des détecteurs de fumées sont présents à proximité des silos de stockage de perles de polystyrène, en hauteur. Ces dispositifs ne sont pas ATEX. Or, selon l'étude de dangers de 2021 de l'installation, il existe une zone ATEX "2" à proximité des silos de stockage des perles. L'étendue de la zone n'est toutefois pas précisée dans l'étude de dangers et l'Inspection ne possède pas cette information. <u>Demande de l'Inspection 2022-03 :</u> L'exploitant vérifie le positionnement des équipements électriques composant le dispositif de détection et situés à proximité des silos de stockage des perles de polystyrène par rapport aux zones considérées ATEX au sein de l'installation. Les équipements situés dans des zones ATEX 1 ou 2 doivent respecter les prescriptions ATEX afférentes à ces zones. Il rend compte à l'Inspection des conclusions de cette vérification et des éventuelles modifications nécessaires sur l'installation de détection dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport. Dans le même délai, il fournit le rapport définissant les zones ATEX au sein de l'installation et permettant de visualiser l'emplacement des zones ATEX 2 à proximité des silos de stockage des perles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite donnée à la dernière inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveau sonore

Prescription contrôlée :

Installations nouvelles

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES		PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	Point 1	60 dB(A)	40 dB(A)
	Point 1 bis	55 dB(A)	50 dB(A)
	Point 2	65 dB(A)	55 dB(A)
	Point 3	60 dB(A)	60 dB(A)
	Point 4	65 dB(A)	50 dB(A)
	Point 5	60 dB(A)	55 dB(A)
	Point 6	50dB(A)	30 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée (points 1 et 2) ainsi que les points en limite de propriété 3, 4, 5 et 6 sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.

Constats : Rappel de l'observation 2021-04 : L'exploitant doit soit mettre en oeuvre des mesures visant à limiter le niveau sonore de l'installation au niveau fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation, soit demander la modification de son arrêté via un dossier argumenté.

L'exploitant a fourni lors de l'inspection les résultats d'un nouveau contrôle du niveau sonore en date du 12/04/2022. Cette nouvelle campagne confirme les dépassements préalablement constatés en niveau sonore et émergence. Elle permet également de cibler les équipements incriminés dans les dépassements.

L'exploitant a engagé une démarche auprès d'un prestataire visant à obtenir une offre de solution pour diminuer les niveaux sonores au niveau des équipements incriminés (rencontre la semaine suivant l'inspection). Il doit pouvoir aboutir sur le choix des solutions avant l'été et reviendra vers l'Inspection en septembre.

Au regard de l'absence de plainte particulière auprès de l'exploitant ou de la DREAL, le plan d'action de l'exploitant est acté et des éléments complémentaires sur cette question sont attendus en septembre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet